

Histoire

Guillaume Mazeau

DANS **HISTOIRE 2020**, PAGES 1 À 103
ÉDITIONS **ANAMOSA**

ISSN 2678-3274

ISBN 9791095772811

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/le-mot-est-faible--9791095772811-page-1?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Anamosa.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Histoire

© anamosa 2020
www.anamosa.fr

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Guillaume Mazeau

Histoire

anamosa

*« C'est la tradition des opprimés qui nous l'enseigne :
l'“état d'exception” dans lequel nous vivons est en
vérité la règle. Il nous faut aboutir à un concept
d'Histoire qui reflète cette règle ; nous comprendrons
alors que notre mission consiste à mettre en place ce
véritable état d'exception ; et de ce fait, notre position
dans la lutte contre le fascisme s'améliorera. La chance
de cet état d'exception tient notamment au fait que nos
adversaires le considèrent, au nom du progrès, comme
une norme historique. »*

*Walter Benjamin, Sur le concept d'histoire, Paris,
Payot, 2017 [1940], p. 64.*

« Notre siècle est le siècle de l'histoire », affirmait en 1876 Gabriel Monod, un des fondateurs de la science historique. Pourtant, c'est encore bien plus vrai aujourd'hui. Le mot qui sert à la dire triomphe comme jamais. Des monceaux de livres et d'émissions se réclament de lui. Et cette histoire qui triomphe ne saurait se limiter à l'histoire comme discipline scientifique. Elle la déborde, elle la submerge, elle l'inclut. Ne nous laissons donc pas abuser par les livres qui font comme si l'Histoire, la vraie, la seule à pouvoir se nommer ainsi, mais reconnaissable à son « h » majuscule, serait la propriété naturelle et exclusive de quelques ayants droit : les savants.

Il importe, au contraire, maintenant qu'elle surgit partout, de repenser ce qu'elle est. On peut partir d'une définition, délibérément ouverte : ce que l'on appelle l'histoire désigne toutes les formes de fabrication du passé, écrites ou non, scientifiques ou non, sérieuses ou

fantasmées, individuelles ou collectives, de bonne ou de mauvaise foi, objet de divertissement, de connaissance ou d'usages divers. En faisant ce choix, il ne s'agit pas d'épaissir le brouillard. Au contraire. Définir l'histoire comme une pratique sociale dans laquelle l'histoire scientifique tient une place particulière mais non isolée ni exclusive, contribue à clarifier ce que peut aujourd'hui apporter cette histoire savante à la fabrique du commun. À condition qu'elle accepte d'en rabattre. Choisir le même mot pour désigner – sans les confondre – des manières aussi différentes de saisir le passé, c'est enfin traduire dans le langage une évidence maintes fois répétée sans que les conséquences en soient toujours tirées : l'histoire n'est le privilège de personne. C'est une activité sociale partagée. Ce choix permet aussi de se donner des moyens efficaces pour défendre la science historique contre ceux qui la manipulent, souhaitent la réduire à l'impuissance et même ceux qui, par prudence académique, conformisme ou complexe de supériorité, s'évertuent à en minimiser la fonction sociale et la portée émancipatrice.

Le triomphe de l'histoire ?

« Je joue actuellement dans une association où l'on réalise des spectacles médiévaux. Notre but ? Approcher le public, sans faire découvrir l'envers du décor et sans révéler la magie du spectacle. » Sur le forum non officiel du parc du Puy du Fou, Aymeric partage avec enthousiasme sa passion pour les spectacles historiques. C'est celle-là, l'histoire qui triomphe, aujourd'hui plus encore qu'hier. En tant que spécialiste de la Révolution française, je suis bien obligé de constater sa présence quotidienne, et de reconnaître qu'elle interroge profondément les conditions d'exercice de mon métier. Fondé en 1978 autour d'une association de bénévoles dédiée aux victimes vendéennes de la « Terreur », le Puy du Fou n'est plus l'aventure des débuts. L'association est aujourd'hui intégrée à une société par actions simplifiées. Les spectacles historiques qu'elle propose sont désormais connus dans le monde entier. Célébré en 1989, le Bicentenaire de la Révolution

française a poussé des millions de personnes à porter la cocarde, à planter des arbres de la liberté ou, le temps d'une fête, à enfiler des costumes d'aristocrates ou de sans-culottes. Dans les journaux et à la télévision, les hommes politiques s'écharpaient pour savoir s'il fallait préférer Danton ou Robespierre. Depuis, l'événement révolutionnaire a globalement perdu de son actualité. Mais la passion pour son histoire est quant à elle bien vivante, comme en témoigne l'engouement suscité par la pièce de Joël Pommerat sur la Révolution française, *Ça Ira (1) Fin de Louis* (2015), jouée devant 180 000 spectateurs, ou le choix de la Révolution française par Ubisoft comme cadre historique au jeu vidéo *Assassin's Creed Unity* (2014), vendu à ce jour à près de 10 millions d'exemplaires.

Et pourtant, l'engouement pour la Révolution française n'est rien par rapport au succès populaire du Moyen Âge, que l'historien Tommaso di Carpegna Falconieri qualifie de « médiévalisme contemporain » dans son livre *Médiéval et militant* (2015). Il n'est rien par rapport au goût pour les guerres napoléoniennes ou pour les conflits mondiaux du ^{xx}e siècle, qui inspirent chaque année de nouveaux

films, documentaires et reconstitutions grandeur nature.

Une vision optimiste consiste à penser que dans ce contexte, l'histoire savante résiste plutôt bien à la crise des institutions du savoir. Les livres d'histoire universitaire se vendent généralement bien mieux que ceux de philosophie ou de sociologie. Depuis la massification de l'enseignement supérieur, les historiens ont devant eux bien plus d'étudiants qu'auparavant. Enfin, sollicités dans les journaux, consultés par les tribunaux ou débauchés comme conseillers du prince, les historiens bénéficient encore d'une certaine confiance sociale. Dans toute l'Europe, ils attirent tous les ans des centaines de milliers de passionnés dans des festivals, depuis les Rendez-vous de l'histoire de Blois jusqu'à la *Storia in Piazza* de Gênes.

Mais de quoi parlons-nous ? D'un tout petit monde. Le succès planétaire de séries télévisées telles que *Rome*, les *Tudors*, *Downton Abbey* ou *Peaky Blinders*, suffit à montrer que l'histoire attire massivement en dehors des espaces savants ou même scolaires. Ce n'est pas nouveau. Mais le phénomène est plus massif. Notabene,

la chaîne You Tube de Benjamin Bril-
laud consacrée à l'histoire, atteint le
million d'abonnés. À la télévision fran-
çaise, c'est une histoire vieux jeu qui fait
recette. Depuis 2007, l'émission *Secrets
d'histoire* de l'animateur Stéphane Bern
dépasse ainsi souvent les deux millions
de téléspectateurs. Cette histoire occupe
aussi les rayons des librairies, où le comé-
dien Laurent Deutsch est devenu million-
naire grâce au succès de son très « roya-
liste » *Métronome* (2009). Face à ce succès,
les historiens savants expriment générale-
ment leur indifférence ou leur agacement.
Ils savent ce que ce « triomphe » de l'his-
toire recèle d'ambivalences. Mais ils pour-
raient aussi se réjouir de l'essentiel : leur
public est virtuellement plus nombreux
que jamais.

Pourtant, ce n'est pas l'élargissement
de l'audience de l'histoire qui est le
phénomène le plus remarquable. C'est
plutôt l'augmentation de ceux qui en
font. L'histoire n'a jamais appartenu
aux « historiens », c'est-à-dire à ceux
qui pratiquent l'histoire comme une
science. Mais depuis un demi-siècle,
c'est encore plus vrai. Le monde actuel
est peuplé de ceux que l'on qualifie

volontiers d'« amateurs » ou d'historiens du dimanche. Jadis réservée aux lettrés et aux notables, la pratique de l'histoire s'est plus démocratisée que jamais, en partie grâce aux progrès de l'alphabétisation et de la scolarisation. Elle est devenue une pratique sociale ordinaire. Or cette situation n'a encore jamais existé. Le succès de la généalogie en est le meilleur indice : après avoir longtemps été pratiquée comme un outil de pouvoir par les noblesses puis les bourgeoisies, elle est devenue un hobby des classes moyennes et populaires. Près de 7 Français sur 10 auraient déjà effectué des recherches sur l'histoire de leur famille (*Le Monde*, 15 mars 2019). L'accès aux sources est d'ailleurs beaucoup plus facile qu'avant. Il n'existe pas d'institution publique qui ne soit engagée dans un programme de numérisation ou de mise en ligne de ses archives, facilement téléchargeables depuis chez soi. En 2017, les sites Internet des services d'archives publiques françaises offraient plus de 400 millions de documents numérisés, et plus de 2 milliards de pages ont été consultées en ligne.

**Jadis réservée aux
lettrés et aux notables,
la pratique de l'histoire
s'est plus démocratisée
que jamais, en partie**

**grâce aux progrès de
l'alphabétisation et de
la scolarisation. Elle est
devenue une pratique
sociale ordinaire.**

Aujourd'hui, l'histoire est donc à la portée de toutes et de tous. Cette situation est sans précédent au regard du temps long. Aux XVII^e et XVIII^e siècles, les historiens se recrutaient surtout dans les rangs nobiliaires et bourgeois des Académies provinciales. Au XIX^e siècle, les sociétés savantes prirent le relais : les historiens étaient des notables. Aujourd'hui, même si elle reste majoritairement pratiquée par des populations plus diplômées que la moyenne, comme l'atteste la sociologie des associations reconstitutionnistes étudiées par Audrey Tuailon Demésy dans sa thèse sur l'histoire vivante médiévale, l'histoire n'est plus réservée aux élites sociales. Elle est devenue un passe-temps et un mode de socialisation ordinaires.

Un passé sans histoire

Si nous aimons aujourd'hui autant l'histoire, c'est parce que nous en avons profondément besoin. Une des fonctions sociales de l'histoire est de divertir. Mais aussi de rassurer. L'Anthropocène : il a fallu trouver un nom pour qualifier ce qui distingue la crise de notre conscience historique. Or, parmi toutes les choses qui font de nous des contemporains, domine une inquiétude commune : celle des ravages de plus en plus rapides du capitalisme globalisé sur l'environnement et la vie sociale. Dans son livre *Accélération* (2010), le sociologue et philosophe Hartmut Rosa a montré que le mouvement d'accélération contemporain a fait naître la conviction d'être continuellement submergés par les rythmes de la vie capitaliste. Alors que le futur ne cesse de se dérober sous nos pieds, le passé aurait en même temps trouvé un nouveau statut : celui d'un temps rassurant, immobile et fétichisé. Ce n'est pas nouveau. Dans *Le Futur passé* (1979), Reinhart Koselleck

a montré que dès la fin du XVIII^e siècle, notamment sous l'effet des révolutions, la confiance soudaine dans le futur et le progrès avait mis le passé à distance, lui conférant de ce fait une importance nouvelle. Les bouleversements du long XIX^e siècle ne firent qu'augmenter cette sacralisation du passé : l'invention du patrimoine et du folklore, la mode de la couleur locale et du roman historique, la course aux origines à laquelle se livraient les nationalités en Europe ou encore le rêve fou de Jules Michelet, espérant que l'écriture de l'histoire permette « la résurrection de la vie intégrale », en sont autant de témoignages. Après la Seconde Guerre mondiale, cette dynamique des temporalités s'est littéralement enrayée. Victime d'un fort sentiment de défiance envers le progrès, l'élan vers le futur est durablement retombé. Le passé s'est installé comme une valeur-refuge, faisant désormais l'objet d'un véritable culte. Nous sommes chaque jour les acteurs ou les témoins de cette obsession de retenir le temps : la moindre trace, depuis le lavoir jusqu'au moulage manuel des quenelles à la cuillère, est désormais créditée d'une attention qu'aucune autre époque

de l'histoire ne lui a jamais accordée. Le passé augmente tous les jours son emprise. La définition de ce qui doit être préservé de la disparition, protégé, conservé et exposé, ne cesse de s'élargir : selon la formule consacrée, tout est aujourd'hui patrimoine, que celui-ci soit architectural, religieux, agricole, urbain, immatériel, industriel, sonore, visuel, naturel, animal, olfactif, ou même vivant. Or comme le dénonce Françoise Choay dans *Le Patrimoine en questions* (2009), la dévotion contemporaine envers le patrimoine transforme les traces et les héritages en totems d'un passé muséifié et immobile : un passé sans histoire.

Prises dans cette obsession, nos sociétés archivent compulsivement, à une vitesse et avec une méthode probablement jamais vues. Jadis réservé aux très grandes institutions, l'archivage s'impose désormais aux entreprises, aux associations et même aux particuliers. Il est désormais conseillé de tout archiver. Les mails professionnels, mais aussi les photos et publications personnelles sur les réseaux sociaux sont d'ailleurs de plus en plus conservés automatiquement. Rien ne doit disparaître. Il y a comme une névrose collective dans

cette lutte systématique contre la fuite du temps. Internet est devenu une machine si puissante à documenter le présent qu'il a même fallu inventer un « droit à l'oubli » afin d'obliger les principaux moteurs de recherche à effacer les traces laissées par les individus au cours de leur vie.

La crise environnementale ne fait qu'aggraver cette névrose de rétention. Jadis mis au rebut, les déchets sont aujourd'hui au centre des politiques publiques. Recyclés ou réemployés dans une florissante économie de la seconde main, ils ont aussi pris une nouvelle dignité symbolique ainsi qu'une fonction sociale. Comme le montre l'anthropologue Octave Debary dans *De la poubelle au musée* (2019), les nombreux vide-greniers d'aujourd'hui ressemblent ainsi à des « musées de plein air où se bricolent les mémoires faites d'objets usagés ».

Depuis le ^{xx}e siècle, le respect collectivement dû aux souvenirs s'est même institutionnalisé. La commémoration s'est imposée comme un rituel important. En France, les célébrations nationales ont ainsi presque doublé depuis la fin du siècle dernier. La mémoire est devenue une sorte de religion civique. En Europe,

c'est la société allemande qui en a probablement fait l'usage le plus intensif, la mémoire du nazisme et de la persécution des Juifs faisant figure de véritable « mythe fondateur négatif », selon Étienne François (« Commémorer en Europe », *Inflexions*, n° 25). Les commémorations sont devenues des moments importants des relations internationales : en 2018, les cérémonies du centenaire de l'Armistice de la Première Guerre mondiale ont été célébrées à Paris devant 84 chefs d'État, de gouvernement et d'organisations internationales. Le passé est aussi devenu un outil de la course à la métropolisation : Shanghai, Berlin ou Paris se présentent comme des « villes mémoires », attirant les flux touristiques du souvenir. Dans le monde, peu de lieux marqués par des massacres ou des violences échappent à ce phénomène. Partout, les musées et mémoriaux consacrés à la Shoah tentent de capter un public de plus en plus nombreux, comme le montre Dominique Chevalier dans sa *Géographie du souvenir* (2018). La ferveur pour les lieux traumatiques popularise le *dark tourism* (tourisme noir) à Auschwitz, mais aussi sur l'île de Gorée au Sénégal, au bagne de Port Arthur en

**La dévotion
contemporaine envers
le patrimoine
transforme les traces et
les héritages en totems**

**d'un passé muséifié et
immobile : un passé
sans histoire.**

Tasmanie et même à Tchernobyl, ou encore le tourisme des ruines de guerre, comme en Irak ou en Syrie. Cette mode rencontre celle pour les lieux relégués, stimulant de nouvelles pratiques comme l'Urbex (exploration urbaine). Et partout, on se bat pour une plaque, une statue ou un nom de rue. Or ce que nos contemporains désirent par-dessus tout, c'est de voyager dans le temps. Cette demande modifie sensiblement les dispositifs de médiation dans les lieux d'histoire : les expériences immersives attirent un public de plus en plus nombreux, depuis les tunnels de Cu Chi, au nord de Ho Chi Minh-Ville (autrefois Saïgon), où les visiteurs sont invités à revivre la vie quotidienne des combattants du Viêt-cong, jusqu'à la descente dans les impressionnantes carrières souterraines utilisées par les soldats britanniques lors de la bataille d'Arras (1917), dans le Pas-de-Calais.

Ces modes sont autant de symptômes d'une nouvelle crise de la temporalité. Selon Yves Citton, « pour la première fois peut-être, nous voyons assez clairement les causes efficientes de bouleversements sociaux potentiellement très violents se mettre en place à l'horizon du moyen

terme » (« Révolution et crise de la temporalité », *La Vie des Idées*, 12 mars 2013). La peur de l'effondrement, du déclin de la civilisation et même de la disparition de l'espèce humaine ne font qu'aggraver la tentation à sacraliser et à fantasmer le passé. De nouvelles formes de millénarismes réapparaissent. La collapsologie est devenue un genre à succès. Devant le sentiment que tout est joué d'avance et que la fin est proche, le succès actuel pour les histoires de revenance fait à la fois figure de symptôme et d'échappatoire. Cet engouement pourrait bien venir d'une morbidité collective de très long terme qui, au rythme des crises des sociétés humaines, ressurgit comme un *memento mori*. Nous avons mis un pied dans un nouvel âge de la mélancolie, nous laissant comme sidérés devant l'histoire à venir. Et pourtant, cette paralysie collective est loin d'être évidente. Surtout, elle résulte d'une construction politique dont il faut démonter les mécanismes pour la relativiser et s'en émanciper. Et pour cela, l'histoire est un des meilleurs outils.

Fin de l'histoire, fin du monde et fin du mois

« Un ouvrier de 2019 vit mieux que Louis XIV » (*L'Express*, 3 septembre 2019). En parlant ainsi un an après le début du mouvement des Gilets Jaunes, l'essayiste néolibéral Laurent Alexandre se fonde sur une évidence : depuis le ^{xvii}^e siècle, l'accès au confort minimum s'est incontestablement démocratisé. Mais avec cette analogie hâtive, il entend aussi célébrer le capitalisme comme voie unique et indiscutable du progrès, délégitimant toute forme de colère sociale. Ce discours est bien rodé : depuis la fin des années 1970, de puissantes forces font main basse sur l'histoire, imposant une vision hégémonique des événements, réduisant le champ des possibles, niant aux populations ordinaires tout droit à sortir de ce cadre. C'est un véritable retournement conservateur qui est à l'œuvre, dont le néolibéralisme est la principale locomotive. Dans *Les Intellectuels contre la gauche* (2009), Michael Christofferson a bien décrit ce processus : pendant la Guerre froide, la critique des

totalitarismes a dérivé vers une dénonciation de toutes les utopies ou mouvements non réformistes. En France, l'historien François Furet fut un des porte-parole de ce discours, affirmant que la Révolution française, décrite comme une matrice totalitaire, était « terminée » (1979), décrétant ensuite que l'idée communiste n'était plus que le « passé d'une illusion » (1995). « Le paysage intellectuel et politique a connu une modification radicale, notre vocabulaire s'est modifié et les anciens repères ont été remplacés », constate Enzo Traverso dans *L'Histoire comme champ de bataille* (2012). Le renversement conservateur n'a pas porté ses coups au hasard : il a méthodiquement retourné à son profit les mots et valeurs de la civilisation démocratique et sociale inspirée des Lumières, des utopies et révolutions du long XIX^e siècle, désarmant ainsi les idéologies de l'émancipation, bien au-delà de sa cible de départ : le marxisme.

Avec ce phénomène, que Didier Eribon appelle la « révolution conservatrice » (2007), les idées et politiques d'égalité étaient désormais qualifiées de rétrogrades et de conservatrices. Une grande centrifugeuse était en marche. Le sens de l'histoire

s'inversait en même temps que le lexique de l'émancipation était détourné et récupéré au service des idées néolibérales. Inventée dans les années 1990, la rhétorique de la « triangulation » consistant par exemple à faire référence à Jaurès comme à De Gaulle pour donner le sentiment d'une « Troisième Voie » dépassant le clivage droite-gauche, devint un outil quotidien de la communication politique du nouveau libéralisme conservateur – et précipita la désorientation générale.

Une chose était sûre, en revanche : la Révolution ne pouvait plus être une option. Margaret Thatcher l'affirma en 1997 dans une formule restée célèbre : « il n'y a pas d'autre choix » (« *There is No Alternative* »). Dans les années 1990, l'effondrement des régimes communistes semblait définitivement prouver l'échec de toute révolution. Les « réformes » devenaient la seule voie d'accès au progrès. Comme le dit avec provocation Francis Fukuyama en 1993, l'humanité entrait dans la « posthistoire » : pour les partisans de la « Fin de l'histoire » (1993), le mouvement de la démocratisation libérale, commencé avec les révolutions atlantiques de la fin du XVIII^e siècle, s'achevait enfin.

Les mobilisations et soulèvements qui continuaient d'éclater dans le monde étaient de ce fait décrits comme de simples rattrapages, de brèves interruptions, de petits écarts ou des régressions par rapport au temps du capitalisme libéral occidental, présenté comme la norme du progrès universel. Ainsi, tout en attirant l'attention sur les violences et les chutes de croissance qu'ils ne manqueraient pas d'entraîner, nombre d'experts se sont malgré tout félicités des soulèvements qui éclatèrent à partir de 2010 en Afrique du Nord, mais aussi au Proche et au Moyen-Orient : présenté comme l'homme malade de la modernité, le monde arabe rejoignait enfin, selon eux, la marche libérale de l'histoire.

Cette vision finaliste était par ailleurs justifiée par un autre discours, de nature historique, fabriquant en même temps qu'ils la nommaient, l'impuissance de nos contemporains à forger d'autres projets. Cet état d'impuissance, nous le devrions au « présentisme », un terme inventé en 2003 par l'historien François Hartog pour qualifier le changement de « régime d'historicité » qui était en train d'affecter les sociétés occidentales : celles-ci seraient

engluées dans le présent, incapables de rêver à d'autres futurs. Au prix de la prudence initiale affichée par son auteur, cette notion a trop bien rencontré l'air de son temps : elle s'est imposée comme une sorte d'évidence, disqualifiant l'idée selon laquelle les hommes auraient encore une quelconque crédibilité à imaginer d'autres vies, à résister aux réformes ou à agir pour prendre leur destin en main. Depuis de nombreuses années, Mai 68 est ainsi devenu l'épouvantail des partisans du « retour de l'autorité ». Surtout, chaque nouveau soulèvement est jugé à l'aune de ce nouvel ordre moral : sans vision ni projet, les mouvements sociaux ou les révolutions d'aujourd'hui ne seraient plus à la hauteur de ceux du passé. « Les Gilets jaunes ne sont porteurs d'aucun projet concret sinon celui de détruire ce qu'ils perçoivent comme un ordre illégitime » (*L'Express*, 15 décembre 2018), affirme le politologue libéral Yascha Mounk, oubliant que les soulèvements font surgir des visions politiques qui ne sont jamais immédiatement compréhensibles, parce qu'en même temps qu'ils contestent l'ordre social, ces soulèvements en troublent les cadres d'intelligibilité. Il

faut prendre conscience de l'hégémonie de ce discours d'ordre : toute forme d'opposition protestataire est rapidement réduite à la violence. La civilisation se trouve du côté des « réformes ».

Une nouvelle fois, le capitalisme libéral occidental prétend dire l'histoire au nom des autres. En 2001, le président du conseil italien Silvio Berlusconi avait affirmé que l'Islam avait 4 000 ans de retard sur l'Occident. Six ans plus tard, le président français Nicolas Sarkozy avait, quant à lui, prononcé ces mots : « le drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire. Le paysan africain, qui depuis des millénaires, vit avec les saisons, dont l'idéal de vie est d'être en harmonie avec la nature, ne connaît que l'éternel recommencement du temps [...]. Dans cet imaginaire où tout recommence toujours, il n'y a de place ni pour l'aventure humaine, ni pour l'idée de progrès ».

Or il faut se rendre à l'évidence : pour les laissés-pour-compte du capitalisme, la fin de l'histoire ressemble davantage à un long tunnel qu'à l'émancipation promise, leur faisant perdre toute espérance dans leur capacité à changer le cours

des choses. Dans *La Crise sans fin* (2012), Myriam Revault d'Allonnes explique combien dans les mots du pouvoir néolibéral, la « crise » ne désigne plus un moment de transition, mais un état normal et permanent, justifiant l'éternel retour des réformes, assujettissant les populations à l'attente passive d'un « rebond » ou d'une « reprise » qui non seulement ne viennent jamais vraiment, mais ne font qu'aggraver l'autre effet, plus grave, que le capitalisme industriel fait courir à l'humanité tout entière : la crise climatique.

« Fin du monde, fin du mois, même combat » : scandé lors du mouvement des Gilets Jaunes, ce slogan résume avec beaucoup d'intelligence le piège des temporalités qui s'est progressivement refermé sur les classes populaires lors de ces quarante dernières années. Les effets du capitalisme contemporain sur les rythmes de la vie humaine sont bien documentés. Si le temps a toujours été un outil de gouvernement des hommes, notre époque se distingue par la prise de pouvoir du temps économique sur l'agenda politique, aggravant le sentiment de dépossession et d'impuissance. L'économie étend son emprise sur les vies : l'aliénation

du « métro-boulot-dodo » dénoncée en Mai 68 a laissé place aux attaques contre le temps de sommeil lui-même, comme le montre Jonathan Crary dans *24/7. Le capitalisme à l'assaut du sommeil* (2014). Or la conscience d'être engagés dans une fuite en avant universelle s'accompagne paradoxalement d'une fragmentation des temps collectifs qui, jadis, structuraient la vie sociale, mais aussi d'un éparpillement des temps subjectifs. Chaque jour, la précarité et la flexibilité croissante du temps de travail, l'attente d'un nouvel emploi ou de la fin du mois mettent les corps et les esprits à l'épreuve du temps décomposé mais ininterrompu de l'économie, rappelant aux subalternes que leur vie ne leur appartient pas. Des corps et des esprits découpés en tranches : « Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible », résumait en 2004 Patrick Le Lay, alors PDG du groupe TF1.

« Il faut laisser du temps au temps » : employée par François Mitterrand le 28 avril 1981, deux semaines avant son élection à la présidence de la République, cette formule de Cervantès était prophétique. Introduite par celui qui,

**Pour les laissés-pour-
compte du capitalisme,
la fin de l'histoire
ressemble davantage à
un long tunnel qu'à**

**l'émancipation promise,
leur faisant perdre
toute espérance dans
leur capacité à changer
le cours des choses.**

après avoir soulevé l'espoir d'une République sociale, allait discrètement glisser dans la « rigueur » quelques mois plus tard, cette formule ne cesserait ensuite de revenir comme élément de langage pour calmer les colères et entretenir l'attente. Une attente qui sert de technique de gouvernement. Ainsi, le « présentisme », s'il existe, ne sort pas de nulle part : il est le produit d'une politique de réduction à l'obéissance aux rythmes d'une économie qui échappe de plus en plus à la souveraineté des États. Il vient aussi de l'autoritarisme de gouvernements qui, en matière politique, n'ont plus de « libéraux » que le nom. Sommés de se rendre aux évidences du « réalisme », infantilisés par une « pédagogie » qui imprègne les éléments du langage politique, les peuples ont le sentiment d'être les simples jouets de l'histoire.

Or dans ce contexte, les démocraties libérales ont tendance à promouvoir l'histoire comme outil du consensus, plutôt que comme un savoir critique ouvert aux appropriations. En France, comme l'a montré Laurence De Cock (« Les récentes réformes de l'enseignement de l'histoire », *Aggiornamento hist-géo*, 23 février 2012),

la mémoire, le patrimoine et l'identité demeurent les trois piliers des programmes scolaires d'histoire depuis les années 1990. L'enseignement de l'histoire reste globalement surchargé d'attentes et de fonctions civiques, comme si les leçons du passé pouvaient magiquement aider au « vivre ensemble » ou à restaurer des « valeurs » républicaines – qui ne sont souvent que l'autre nom de l'ordre social.

Parallèlement, ces démocraties libérales ont mis en place de véritables « politiques de mémoire ». Sarah Gensburger et Sandrine Lefranc en ont habilement montré les contradictions dans *À quoi servent les politiques de mémoire ?* (2017). Dépourvues de définition comme d'orientation précises, mais promues par les institutions et organisations internationales ou par les États eux-mêmes, ces politiques publiques de mémoire se justifient généralement par l'effet magique et consensuel du « plus jamais ça » : elles aideraient à déjouer les préjugés ainsi qu'à apaiser les tensions sociales. Or jusqu'à preuve du contraire, elles n'ont guère réussi à juguler ni les uns ni les autres.

Par le passé, d'autres solutions furent pourtant choisies pour réguler les tensions

**L'enseignement de
l'histoire reste surchargé
d'attentes civiques,
comme si les leçons du
passé pouvaient**

**magiquement aider au
« vivre ensemble » ou à
restaurer des « valeurs »
républicaines.**

sociales, comme l'oubli ou l'amnistie tels qu'ils furent notamment pratiqués dans la Grèce ancienne. Adossant la morale citoyenne au « devoir de mémoire », les politiques contemporaines de mémoire ont même souvent accompagné, légitimé et parfois institutionnalisé les processus identitaires, mettant des institutions entières comme l'école, les musées ou la justice au service de nouveaux récits nationaux dans lesquels tous les repères étaient brouillés. En 2007, c'est au nom du patriotisme et de l'« esprit de résistance » que le président Sarkozy imposait la lecture de la dernière lettre de Guy Môquet dans tous les lycées de France, camouflant l'engagement communiste du jeune homme, fusillé par les nazis en 1941. Cette logique du détournement apparaît dans la résolution du Parlement européen « sur l'importance de la mémoire européenne pour l'avenir de l'Europe », votée le 19 septembre 2019. Visant à satisfaire toutes les mémoires, elle risque de mettre sur le même plan le communisme et le nazisme et fait du pacte germano-soviétique la cause de la Seconde Guerre mondiale. Ainsi, en se faisant passer pour la seule capable de lutter contre les

« extrêmes », la politique du consensus mémoriel a joué son rôle dans le retournement des références historiques, ouvrant paradoxalement un boulevard à ceux qui prospèrent sur la mise en charpie de l'histoire : les nationalismes.

Le poison identitaire

Ce sont en effet les régimes autoritaires qui tirent le plus grand profit de ce consensus fabriqué auquel s'alimente le confusionnisme ambiant. Pour Henry Rousso et Delphine Bechtel, c'est en réaction à cette hypermnésie volontariste des politiques publiques que prospèrent aujourd'hui de nouvelles « politiques *illibérales* du passé » (*Mémoires en jeu*, 2019). Politiques qui, de ce fait, peuvent être considérées comme les enfants monstrueux de ce que le néolibéralisme fait de l'histoire et à l'histoire.

L'Allemagne est un bon exemple de cette réaction contre une histoire dénoncée comme « officielle ». Élevée à la fin du ^{xx}e siècle contre les spectres du nazisme, la digue mémorielle se fissure et menace de céder devant la vague brune. En 2017, l'AFD (Alternative pour l'Allemagne) est devenu le premier parti d'extrême droite à faire son entrée au Parlement allemand depuis 1949. Son leader Alexander Gauland appuie son succès sur la relativisation voire sur l'exaltation un passé nazi selon

lui injustement diabolisé. Une stratégie du renversement comparable à celle de l'Italien Matteo Salvini, secrétaire fédéral de la Ligue du Nord. Non content de multiplier dans ses tweets les références à Mussolini, il s'inspire de la communication du leader fasciste, comme lorsqu'il se fait photographier torse nu, les mains sur les hanches, ou qu'il prononce un discours à Forlì, en Émilie-Romagne, depuis le même balcon que le Duce.

Aux quatre coins de l'Europe, le retournement de l'histoire laisse le champ libre au négationnisme. Ainsi, en Pologne, en Hongrie, en Ukraine ou en Lituanie, le rappel de la collaboration avec les nazis est de plus en plus criminalisé. En février 2018, le Sénat polonais a voté une loi punissant jusqu'à trois ans de prison quiconque attribuerait « à la nation ou à l'État polonais, de façon publique et en dépit des faits, la responsabilité ou la coresponsabilité des crimes nazis commis par le III^e Reich allemand ». Finalement amendée, la loi n'a pas diminué les pressions contre les historiens jugés non orthodoxes. À Budapest, le Mémorial de l'Occupation allemande imposé en 2014 par Viktor Orbán efface quant

à lui la responsabilité hongroise dans la déportation des Juifs. En Autriche, le parti du FPÖ, fondé par d'anciens nazis, s'est installé aux portes du pouvoir depuis une vingtaine d'années. Et, dans le monde, la nostalgie pour le III^e Reich s'exprime derrière le masque présentable de l'intérêt pour l'histoire, la collection ou le patrimoine. Chaque année, des dizaines de milliers de breloques se négocient dans toute l'Europe, poussant par exemple récemment la Ligue des droits de l'homme à dénoncer la « banalisation de ces objets comme simples souvenirs de guerre » lors de la tenue d'une vente aux enchères à Vannes. La marchandisation du souvenir joue un rôle actif dans le blanchiment du nazisme. Le marché de la croix gammée est florissant : depuis 2009, plusieurs éléments d'architecture des camps d'Auschwitz et de Dachau ont été volés et probablement revendus à des nostalgiques d'Hitler ou à des collectionneurs.

De cette grande centrifugeuse, l'histoire sort en charpie. D'après l'historien turc Edhem Eldem, son pays serait devenu « cliopathe » (*Le Monde*, 13 janvier 2018) : le réveil forcé du passé impérial par le président Erdoğan s'accompagne d'une

répression sans précédent des historiens non orthodoxes, et particulièrement de ceux qui évoquent le génocide des Arméniens. À Budapest, ou à Moscou, la mise au pas des historiens n'est pas moins forte. En Russie, la manipulation de l'histoire est un outil essentiel du régime poutinien, qui organise l'oubli des crimes du communisme. Les âpres batailles mémorielles qui se jouent en forêt de Sandarmokh, en Carélie, en sont une des expressions : soucieux de reconstruire le roman impérial, le pouvoir préfère y honorer les soldats soviétiques morts pendant l'occupation finlandaise après 1941, plutôt que les milliers d'exécutions de civils lors de la Grande Terreur stalinienne en 1937 et en 1938. Au Brésil, le président Jair Bolsonaro fait lui aussi son miel du confusionnisme néolibéral : en mars 2019, il a ainsi officiellement commémoré le 55^e anniversaire du coup d'État de 1964, qualifiant la dictature militaire qui s'en suivit de « révolution démocratique ». Et lorsqu'aux États-Unis, le président Trump affirme que l'armée nationale a utilisé des avions à la bataille de Fort Henry en 1814, lorsqu'il reproche aux Kurdes de ne pas avoir aidé les Alliés lors

du Débarquement en Normandie de 1944 ou, enfin, quand il proclame que son pays et l'Italie sont amis depuis l'Antiquité, il ne faut pas trop en rire, mais simplement constater les effets ultimes du renversement conservateur dans sa forme la plus nocive. Le relativisme est le meilleur allié de la marée brune dont nous observons la montée avec inquiétude.

En Espagne, la radicalisation des droites s'est traduite par la percée du parti néofranquiste Vox aux élections d'avril 2019. Fernando Paz, un de ses leaders, a non seulement nié l'existence de l'extermination des Juifs, mais aussi déclaré que les « 40 ans de franquisme ne furent pas une dictature ». Le monument du Valle de los Caídos, où le général Franco est enterré au milieu de ses victimes républicaines, attise tant les tensions que le gouvernement n'a pas trouvé d'autre solution que de déplacer sa dépouille dans un lieu plus discret. Au risque de provoquer un retour de flamme nationaliste.

Au Japon, les manuels scolaires continuent de minimiser les violences coloniales commises en Corée ou en Mandchourie dans les années 1930,

le Premier ministre Shinzō Abe déclarant même en 2007 qu'« il n'y a pas d'éléments prouvant qu'il y avait coercion » sur les femmes de confort, ces Coréennes réduites à l'esclavage sexuel lors de la colonisation japonaise. Huit ans plus tard, il annonçait son intention de fermer vingt-six facultés de sciences humaines et sociales, afin de « favoriser les disciplines qui servent mieux les besoins de la société » (*Le Monde*, 16 septembre 2015). La Chine ne fait pas exception. Pour légitimer leurs prétentions globales, les autorités continuent d'orchestrer l'oubli du massacre de Tiananmen (1989) et réinventent l'histoire au profit de l'exaltation impériale, comme lors du sixième centenaire de la flotte de Zheng Hé, ou à l'occasion de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Pékin (2008).

Au Royaume-Uni, le débat autour du Brexit a lui aussi réveillé les plus grandes heures de l'imaginaire impérial. De vieux mythes ressurgissent : la victoire contre l'Invincible Armada (1588), les batailles de Trafalgar (1805), de Waterloo (1815) ou même le Blitz (1940-1941) ont été mobilisées dans les journaux et les discours politiques au service du *Leave*.

**Le relativisme est
le meilleur allié de la
marée brune dont nous
observons la montée
avec inquiétude.**

La France est loin d'être épargnée. Le « devoir de mémoire », l'instrumentalisation politique du thème de l'« insécurité culturelle » et l'objectif du rassemblement républicain face au terrorisme (« Je suis Charlie ») fourbissent les outils d'un vaste réarmement moral et national. Entre 2007 et 2012, sous la présidence Sarkozy, l'histoire fut mise au service de la promotion de l'identité nationale : le projet de Maison d'histoire de France ou l'inclusion de la Cité nationale de l'Histoire de l'immigration au sein d'un ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale, en témoignent. Depuis, le « roman » ou le « récit » national fait son grand retour : mise au point sous le Second Empire et la III^e République pour souder les Français autour de l'histoire glorieuse de la nation et de ses héros, cette fiction séduit à nouveau. « On n'enseigne plus l'histoire à vos enfants ! » : comme le montre Laurence De Cock dans *Sur l'enseignement de l'histoire* (2018), le cri poussé par Alain Decaux dans le *Figaro Magazine* en 1979 aura réussi à concentrer les pulsions identitaires sur l'école. Depuis un certain nombre d'années, l'histoire scolaire est en effet accusée de falsifier ou de minimiser

l'importance de l'histoire nationale, de favoriser la culture de la « repentance » à l'égard de la colonisation et, enfin, de nourrir le communautarisme en s'adressant prioritairement aux minorités. Martelées par une partie des médias complaisants, ces idées reçues ont peu à peu réussi à infléchir la rédaction des programmes scolaires. L'idée selon laquelle il y aurait en France des « territoires perdus » gagnés à l'islamisme radical, dans lesquels il ne serait plus possible d'enseigner l'histoire de la Shoah, revient par ailleurs régulièrement dans le débat public. Ces assertions ne reposent pourtant sur aucune enquête sérieuse.

En dehors de l'école, l'histoire est plus généralement devenue une cible récurrente des polémiques médiatiques. Dénonçant l'existence d'une « histoire officielle » écrite à l'université et relayée par les manuels scolaires, plusieurs polémistes prétendent mener une lutte pour la vérité. Dans *Le Venin dans la plume* (2019), Gérard Noiriel a bien montré comment Éric Zemmour dénonce les historiens universitaires comme des ennemis de l'intérieur. Coupés du vrai peuple, obsédés par l'envie de détruire l'identité nationale, ils

seraient responsables d'un vaste déclin culturel. Michel Onfray proclame de son côté pratiquer une « contre-histoire » face « aux fonctionnaires de la recherche (dite scientifique) appointés par l'État [...] qui passent leur vie le regard perdu dans une poubelle, les yeux fixés dans son trou noir [et deviennent] les VRP d'une vulgate qui leur vaudra salaire et retraite ». Chargé par le président Macron d'une mission sur le patrimoine en péril, Stéphane Bern écrivait quant à lui les experts publics du patrimoine : « Il y a des gens qui dirigent le patrimoine depuis quelques années, si le patrimoine est dans un si mauvais état, c'est que visiblement ils n'ont pas forcément bien réussi. Mais ils ne sont pas sanctionnés parce qu'ils sont hauts fonctionnaires, et ils appartiennent à un corps d'élite » (*Le Figaro*, 12 février 2018).

Il ne faut pas sous-estimer les effets de cette haine contre celles et ceux qui mettent quotidiennement l'histoire au service du public dans la recherche, l'enseignement ou la préservation du patrimoine. La suspicion à leur égard a réussi à s'installer comme une sorte d'évidence ou de propos de bon sens, inspirant régulièrement les discours ou même les politiques

publiques. Face à ce constat implacable, la recherche et l'enseignement de l'histoire sont accusés de complicité dans la destruction des liens sociaux ou même de trahison face au terrorisme islamiste, volontiers brandi comme un épouvantail pour justifier l'exaltation de l'identité nationale et la soumission des intellectuels à l'ordre républicain. Mais cette évolution est loin d'être inéluctable.

Quand les peuples s'approprient l'histoire

*« Une expression dit que l'homme touche le chat
pour savoir ce que ça fait de toucher un tigre.
Ce que les gens essaient de faire dans ces reconstitutions,
c'est de toucher le tigre. »
(Martin Lancaster, rôle d'un officier du 9^e Régiment
du Lancaster, Being Napoleon, documentaire de Jesse
Handsber et Olivier Roland, 2018)*

Toucher le tigre. Ne voyons pas nos contemporains comme des êtres crédules. Même lorsque certains adhèrent aux légendes sur la fin de l'histoire ou aux romans nationaux, ils ne laissent jamais complètement leur esprit critique à la maison. L'appropriation populaire de l'histoire ne peut être amalgamée à une forme naïve ni subalterne de la fabrique du passé. Il suffit d'y prêter attention pour nuancer les constats pessimistes et condescendants selon lesquels les peuples seraient les jouets de manipulations qui les dépassent. Comme elles l'ont toujours fait dans des contextes différents, ces formes populaires de l'histoire ne cessent de mettre à l'épreuve les discours institués sur le passé, et percent de

multiples brèches dans l'ordonnancement des temps. Loin des savoirs savants, elles exercent de fait une fonction critique qui peut se révéler riche d'enseignements.

Pour s'en apercevoir, il n'est pas besoin d'aller très loin. Derrière leur apparence immobile voire un peu craquelée, les plus anciennes fêtes de village ou de quartier sont les laboratoires vivants d'une histoire collective qui se réécrit au ras du sol. En Normandie, dans la presque île du Cotentin rural où j'ai enquêté, la plupart des fêtes de village qui ont été organisées depuis plus d'un demi-siècle ne signalent aucune forme de présentisme ni de repli identitaire : les défilés costumés, les reconstitutions, les spectacles historiques ou les foires médiévales que j'ai pu y observer ne sont pas les conservatoires d'un passé figé, mais des lieux dans lesquels les populations ne cessent discrètement de questionner leur propre histoire, en fonction des nouveaux problèmes qui se présentent à elles. Ces fêtes rurales sont, en un mot, les lieux d'une histoire populaire à bas bruit : une histoire qui ne prend pas seulement le peuple pour objet, mais qui s'écrit par, avec lui et pour lui. Une histoire qui, parfois, a été ignorée par les

romans nationaux : en 1978, ce qui pousse les modestes bénévoles du Puy du Fou à jouer eux-mêmes les Vendéens de 1793 dans le spectacle qui fait alors ses premiers pas c'est bien l'envie de rendre visibles des populations dont les souffrances avaient été tenues dans l'oubli. Avec du faux, dans une visée de réhabilitation plus que de vérité, ces amateurs pointent néanmoins les failles de l'histoire savante.

Au-delà du divertissement, beaucoup d'associations du patrimoine ou de reconstitutions historiques sont d'ailleurs motivées par la volonté de transmettre un savoir ouvert, bien moins fautif et nostalgique qu'on ne le croit souvent. Ce que l'on appelle l'« histoire vivante » n'est pas un vain mot : depuis 2015, le festival « Les Historiques » rassemble des milliers de passionnés autour de la forteresse médiévale de Montbazou (Indre-et-Loire) où ils peuvent assister à des reconstitutions, mais aussi à des conférences de youtubeurs. Sous des formes sensibles et populaires, les connaissances historiques sont ainsi partagées et appropriées en dehors des institutions scientifiques ou scolaires.

Apparemment anodine, la pratique de la collection cache elle aussi une forme

**Ces fêtes rurales sont,
en un mot, les lieux
d'une histoire populaire
à bas bruit : une
histoire qui ne prend**

**pas seulement le peuple
pour objet, mais qui
s'écrit par, avec lui et
pour lui.**

d'appropriation. Elle aussi s'est considérablement démocratisée : aux humanistes de la Renaissance, aux « amateurs » des Lumières et aux « érudits » du XIX^e siècle ont succédé de modestes passionnés, qui rassemblent et transmettent d'autres types d'objets, issus de la culture matérielle du quotidien. Dans les salles de vente, sur les sites de commerce en ligne ou dans les vide-greniers, des objets prennent une valeur et une dignité nouvelles, donnant une visibilité aux populations qui les utilisaient. Les cartes postales griffonnées, les figurines de plomb, les douilles d'obus reconverties en vases, les briquets publicitaires, les chromos, les vieux fers à repasser, les vestes militaires, les capsules et bouchons et vieilles radios nourrissent un nouveau folklore mondialisé qu'il serait caricatural de limiter à la nostalgie des mondes perdus : en consacrant leurs loisirs à ces objets, les petits collectionneurs racontent et défendent une autre histoire de la vie quotidienne. Albert Robin est l'un d'eux. Dans sa maison de la banlieue de Cognac, cet ancien ouvrier de Saint-Gobain a rassemblé environ 40 000 objets d'artisanat des tranchées. Exposée dans son petit musée personnel,

sa collection a fait le tour de la région. Or ce qui l'intéresse, ce n'est pas l'histoire de la guerre que l'on trouve dans les livres. Albert Robin veut rendre hommage au savoir-faire des soldats. Il veut les élever au-dessus de la noirceur des combats : « Tout ce qu'on a voulu faire voir, c'est pas les horreurs de la guerre. C'est ce côté artistique de la guerre. Tout ce que fabriquaient les soldats pendant cette période » (France Bleu, 18 novembre 2018).

Les modes de divertissements les plus récents peuvent ainsi proposer des formes dynamiques et ouvertes d'appropriation de l'histoire. Si contrairement à ce qu'affirme une récente vidéo du média Brut, on n'apprend jamais l'histoire « sans s'en rendre compte » en jouant aux jeux vidéo, comme le montre le travail du chercheur en sciences de l'éducation Romain Vincent, cela ne signifie pas que les jeux vidéo ne recèlent aucune forme d'intelligence du passé. Dans *Assassin's Creed Unity* (2014) par exemple, le joueur est propulsé dans le Paris de la Révolution française. Malgré les nombreux anachronismes et les clichés habituels sur l'omniprésence de la violence, la reconstitution de la ville et de certains événements

comme la prise de la Bastille, font mieux comprendre l'époque révolutionnaire que bien d'autres procédés. D'autre part, et même s'il est en fait très guidé, le *game play* (la « jouabilité ») donne l'impression de s'inviter au cœur de la « grande histoire » : même s'il reste au centre de l'attention, le jeu donne ainsi l'occasion de fréquenter le passé. Sur les réseaux sociaux, les nombreux avatars de Louise Michel, de Che Guevara ou d'Olympe de Gouges, attestent de la vitalité des bricolages informels dont le passé forme la boîte à outils. Le succès des mêmes Internet d'histoire est le signe de semblables appropriations. Ces clichés viraux fondés sur le registre satirique et accompagnés d'un court texte détournent fréquemment les images du passé à la lumière des événements contemporains. Massivement et rapidement diffusés, ils jouent un rôle important et encore méconnu dans l'appropriation transnationale et populaire de l'histoire. Sur *Reddit*, site de partage de signets surtout utilisé aux États-Unis, les mêmes historiques ne cessent de parodier les récits nationaux en détournant leurs images les plus emblématiques. Jeanne d'Arc, Georges Washington ou la Joconde

subissent chaque jour mille avanies qui désacralisent, actualisent et interrogent les grands récits à la faveur d'un nouveau « folklore digital », comme l'appelle l'anthropologue des mondes numériques Gabriele de Seta (2019).

Cette appropriation collective peut aussi passer par l'écrit. Si elles manquent parfois de fiabilité et qu'elles sont biaisées par une « politique de neutralité » imprimant un consensus trompeur, les notices de Wikipédia montrent que, sur Internet, l'histoire subit une écriture collective, mondialisée et en constante réélaboration. Une simple visite de l'historique de ces notices montre en effet que les textes mis en ligne résultent de discussions permanentes et parfois animées entre contributeurs. Rien qu'en 2019, l'article « guerre de Vendée » a par exemple été modifié plus de 150 fois à propos de la légende du génocide vendéen, mais aussi sur des points d'érudition. Sur sa page d'utilisateur, Than Khaerr, le principal contributeur de la notice, se présente lui-même comme breton et catholique, passionné d'histoire révolutionnaire et militaire, mais aussi de ruines, de récits de voyage, d'*heroic fantasy* et de jeux de rôle. En

décembre 2019, il livre plusieurs dizaines de corrections et propositions de réécriture sur la mémoire de la Vendée, la Virée de Galerne, la bibliographie ou la Terreur nantaise, faisant preuve d'un grand souci de précision et d'exactitude. Than Khaerr est un contributeur anonyme de Wikipédia depuis plus de dix ans.

Si elles n'adoptent pas toutes l'esprit de sérieux de Wikipédia, les formes populaires d'histoire partagée démentent parfois les diagnostics les plus pessimistes sur l'apathie ou l'ignorance de nos contemporains. Les innombrables forums de discussion consacrés aux guerres mondiales, à Marie-Antoinette, au Moyen Âge ou aux révolutions, les commentaires postés sous les vidéos des youtubeurs qui, au besoin, reprennent leurs sujets en fonction des remarques, les threads spécialisés sur Twitter : dans les mondes digitaux se régénère la matière première d'une histoire populaire et mondialisée qui désacralise les récits institués et part volontiers dans toutes les directions. C'est une bonne nouvelle.

Et dans le monde entier, des peuples et des minorités utilisent l'histoire comme un combustible politique. Les

mouvements qui ont secoué une partie du monde arabe à partir de 2010 ont ainsi pris la forme d'archéologies ou de généalogies collectives : les révolutions sont des moments d'hyperconscience historique. Pressés de se trouver des références, les Tunisiens convoquaient par exemple le souvenir des Carthaginois dont ils se présentaient comme les héritiers. Déjà au XVIII^e siècle, les patriotes européens s'étaient inventé des généalogies mythiques : les Français se rêvaient en Gaulois, les Suisses en Helvètes et les Hollandais en Bataves, justifiant ainsi leurs révolutions non comme des usurpations, mais comme de simples reprises d'une longue histoire dont les peuples seraient la sève profonde. Pour lutter contre leur condition subalterne, les femmes se sont depuis longtemps inventé des Mères fondatrices, écrivant au ras du sol une contre-histoire féminine reléguée aux marges de l'histoire ordinaire. Aux XVII^e et XVIII^e siècles, les légendaires Amazones furent aussi bien revendiquées par les Frondeuses que par les Citoyennes Républicaines révolutionnaires : ces figures mythiques

rappelaient que les femmes peuvent utiliser la force et refuser l'ordre masculin.

Au cœur du soulèvement, une histoire bricolée à même le pavé est ainsi versée dans le pot commun de la communauté politique qui s'invente. Or ces réécritures peuvent réellement aider à changer la donne. Mobilisés en 2019 contre l'autorité chinoise, les protestataires de Hong-kong se présentent en nouveaux maîtres du temps, s'appropriant à la fois la force universaliste de la Révolution française (avec le slogan « La liberté ou la mort »), mais aussi le souvenir plus récent du « Printemps arabe », celui des expériences d'Occupy Wall Street, des Indignés ou encore du mouvement états-unien des droits civiques des années 1950 et 1960. Réalisés dans le tourbillon émotionnel de la lutte, ces montages fictifs ne doivent pas être jugés à travers une grille de lecture trop rationaliste. Les révolutionnaires russes de 1917 savaient parfaitement qu'ils n'étaient pas les réincarnations des sans-culottes de 1793, de même que les indépendantistes guinéens de 1958 ne se prenaient pas réellement pour les enfants de Samori Touré, héros de la lutte contre

les colons. Si elles fabriquent du faux en forçant les époques à s'entrechoquer, ces reprises disent aussi du vrai sur la pulsation du temps historique, tout sauf linéaire mais faite d'élans, d'arrêts soudains et de discontinuités. De même que les révolutions, toujours imprévisibles, s'apparentent à de brusques sauts de cabri vers le futur, les révolutionnaires accomplissent, selon Walter Benjamin, un « saut du tigre dans le passé » : ils se donnent le droit de recomposer eux-mêmes l'histoire commune en attrapant au vol les expériences passées dont ils se sentent les ayants droit légitimes.

Reprendre l'histoire, c'est aussi oser reprendre le temps pour reprendre souveraineté. Maïdan, Tahrir, Taksim, Occupy, Puerta del Sol, Nuit Debout, les ronds-points des Gilets jaunes... L'occupation d'un lieu est aussi l'appropriation d'un temps que l'on force à s'arrêter. Si elle transforme des non-lieux en lieux communs, l'occupation a aussi pour effet d'interrompre le temps compté de l'économie, de braver le temps interdit par le pouvoir et d'ouvrir une durée fragile et incertaine, mais dans laquelle les insurgés espèrent avoir, pour une fois, la possibilité

**Les protestataires de
Hongkong se
présentent en nouveaux
maîtres du temps,
s'appropriant la force**

**universaliste de
la Révolution française,
mais aussi le souvenir
du « Printemps arabe »,
d'Occupy Wall Street.**

d'infléchir le cours des choses. Ainsi, comme le dit encore Walter Benjamin, les révolutions ne sont pas forcément synonymes d'accélération, mais « l'acte par lequel l'humanité qui voyage dans le train tire les freins d'urgence ». Ce temps soudain éventré libère une créativité et une parole politique qui s'accompagne souvent d'une réflexion sur l'histoire. « Ils commémorent, on recommence », écrivaient les étudiantes et étudiants mobilisés sur le campus de Tolbiac en 2018. « On veut juste reprendre notre destin en main », lance un « Gilet Jaune » au journal *L'Humanité* le 18 mars 2019 : en prenant littéralement le temps dans la salle des Menus plaisirs en 1789, dans les usines du printemps 1936, sur les places en 2010-2012 puis les ronds-points quatre ans plus tard, celles et ceux qui se soulèvent se forgent ainsi une conscience indissociablement historique et politique.

Cette double prise de conscience est aussi celle des peuples qui reprochent aux colonisateurs occidentaux et à leurs héritiers de les avoir dépossédés de leur histoire. En Amérique latine et centrale, les peuples autochtones brandissent le passé contre les nouvelles formes de

dépossession dont ils font l'objet. En Équateur, le mouvement des « *zánganos* » de 2019 s'inscrit dans une lutte ancienne contre le saccage de l'Amazonie. Les peuples indigènes y tiennent le premier rôle, mobilisant les droits des « peuples ancestraux » contre l'industrie pétrolière. Au Chili, la même année, les couleurs des indiens Mapuches sont devenues un symbole de résistance contre les réformes et l'autoritarisme néolibéral : dans la ville de La Serena, la statue du colonisateur Francisco de Aguirre a été remplacée par celle d'une indienne Diaguita. Au Mexique, dans la région du Chiapas, les zapatistes combattent eux aussi les politiques néolibérales menées dans le cadre de l'Alena (1994). Refusant la destruction de leurs territoires et de leur culture, ces rebelles mobilisent la mémoire longue des peuples autochtones et imaginent d'autres futurs, façonnant une culture historique de résistance décrite par Jérôme Baschet : « [n]ous ne sommes pas d'hier, mais de là nous venons ; de là nous prenons direction, vocation et chemin », rappelle leur porte-parole, le sous-commandant Marcos. Au Pérou, le passé inca est quant à lui mobilisé depuis longtemps. En 1780,

le cacique indien José Gabriel Condorcanqui avait pris la tête de la « Grande Rébellion » contre les colons espagnols en affirmant être le descendant de Túpac Amaru 1^{er}, le dernier empereur inca du XVI^e siècle. Or l'anthropologue Isabel Yaya McKenzie montre qu'encore aujourd'hui, la capture d'Atahualpa par Francisco Pizarro en 1532 fait l'objet de véritables batailles rituelles lors de fêtes populaires. En rejouant l'événement et en laissant parfois l'empereur s'enfuir, les communautés reprennent ainsi la main sur l'histoire eurocentrée des « Grandes Découvertes ».

L'histoire peut aussi être une école d'optimisme. Tous les jours, des millions de gestes anonymes rappellent combien l'histoire ne se décrète ni ne s'approprie : elle est un bien commun sur lequel se fondent les communautés politiques. Tous les jours, du plus profond des sociétés se forge quelque chose qu'il faut bien appeler du savoir sur le passé. Un savoir qui, si on l'interroge avec méthode, peut être source d'intelligence et de richesse. S'il semble aujourd'hui urgent de défendre le rôle de l'histoire comme science face aux féroces appétits dont elle fait l'objet, cette défense ne doit surtout pas passer par un

mépris des formes populaires de l'histoire. Ce serait une erreur à la fois politique, mais également d'un point de vue scientifique. Car l'histoire comme science n'est véritablement forte et elle-même qu'en s'écrivant avec un grand « h » minuscule.

**L'histoire
comme science n'est
véritablement forte
et elle-même qu'en
s'écrivant**

**avec un grand « h »
minuscule.**

L'histoire et son grand « h » minuscule

« L'histoire compte vraiment », répètent Gerald Markowitz et David Rosner. Depuis une vingtaine d'années, ces historiens états-uniens démontrent les effets dévastateurs du capitalisme industriel sur l'environnement, mais aussi sur l'exploitation des hommes. Cette histoire ne se paie pas de mots. C'est un combat très concret contre l'influence des lobbies ainsi que contre les mensonges du pouvoir : « le récit qu'ils racontent est en train d'entrer dans la conscience collective » s'alarment les deux historiens. Cet exemple n'est pas isolé : les phénomènes complotistes, conspirationnistes, pseudoscientifiques et négationnistes prolifèrent aujourd'hui.

L'histoire fait partie de leurs cibles. Il n'y a rien d'étonnant à cela : depuis sa fondation en discipline scientifique à la fin du XIX^e siècle, sa fonction sociale repose essentiellement sur la lutte pour le fait et la vérité. La généalogie rétrospective de la science historique commence souvent avec l'année 1440,

quand l'humaniste Lorenzo Valla prouva la fausseté de la donation de Constantin, utilisée par les papes pour affirmer leur supériorité sur les empereurs. Elle continue ensuite au XVIII^e siècle, quand les Encyclopédistes utilisèrent la science et la raison pour briser les préjugés et les superstitions sur lesquels s'appuyait le despotisme. Elle connaît presque un apogée à la fin du XIX^e siècle, lorsque plusieurs chartistes authentifièrent comme un faux le bordereau fabriqué pour condamner le capitaine Dreyfus. C'est cet héritage qui est aujourd'hui attaqué. Ce que visent le renversement conservateur ou les discours identitaires, ce n'est pas seulement la mort de l'histoire critique. C'est la mort de l'histoire tout court car l'histoire est leur contraire : comme le rappelle William Sewell dans *Logics of History* (2005), de toutes les sciences sociales, l'histoire est celle qui s'attache le plus aux changements et aux discontinuités. Une démarche à tout moment capable de fourbir des armes contre ceux qui nient les causes et la réalité du changement climatique, mais aussi contre le déterminisme ou les identités assignées.

Or de quoi les « faits alternatifs » et la « post-vérité » sont-ils le nom ? D'une entreprise de destruction des outils critique hérités des Lumières, sans lesquels il n'est pas possible de penser les problèmes de la cité à partir de valeurs communes. Car sans eux, c'est la loi du plus fort qui prévaut, de celui qui emportera la croyance, quel qu'en soit le prix à payer. Le drame de notre conscience historique, c'est précisément que nous pensons toucher du doigt le moment où il sera bientôt possible de justifier l'injustifiable et que nous ne savons que faire pour l'empêcher. D'autant que dans les régimes libéraux, l'histoire la plus conservatrice aime à se couvrir du masque de la « neutralité » ou de l'« objectivité ». Deux notions construites pour discréditer l'histoire assumant un point de vue politique ainsi qu'une visée émancipatrice : une histoire généralement ancrée à gauche.

Face à ces menaces, les historiens se sentent souvent impuissants. Mais comment faire œuvre utile ? L'histoire ne peut pas tout. Elle n'est plus ce qu'elle était. La plupart des historiens qui travaillent sur le terrain accidenté du monde social sont obligés de reconnaître qu'ils ont en face

d'eux des gens bien mieux équipés culturellement qu'auparavant, et qui n'hésitent pas à faire valoir leur vision de l'histoire, même – et parfois surtout – si celle-ci ne correspond pas à celle des savoirs institués. C'est un fait : les historiens scientifiques ne peuvent plus se comporter en juges, en maîtres à penser, ni se présenter en rois thaumaturges capables de réparer le monde. L'histoire n'est plus ce qu'elle était et c'est tant mieux : elle peut enfin se libérer du fardeau que constituait l'esprit de mission.

Les historiens de la Révolution française peuvent en témoigner. Mobilisés pendant le long ^{xx}e siècle au nom de l'héritage révolutionnaire, prenant la plume comme on prend les armes, ces historiens virent pourtant leur audience s'effriter au fur et à mesure qu'augmentait la défiance envers le roman national républicain, mais aussi envers l'histoire savante. Car leurs contradictions étaient mises au jour par leurs adversaires qui, quant à eux, n'étaient liés par aucun contrat semblable : prétendant représenter la science contre les mensonges, ces universitaires n'avaient jamais hésité à pratiquer une histoire défensive, au service du message

républicain. Célébré en 1989, le Bicentenaire de la Révolution devait être leur triomphe. Il sonna le glas de leur magistère. Il serait aujourd'hui aussi maladroit de retomber dans les mêmes impasses que de baisser les bras.

Pourtant, a-t-on appris de ces amères expériences ? Rien n'est moins sûr. Depuis les attentats de janvier 2015 contre Charlie Hebdo, les appels à la mobilisation contre les « processus de radicalisation », contre les *fake news* et le conspirationnisme témoignent du retour à une ancienne conception civique et policière de la recherche et de l'école publiques. Il ne sert à rien de surcharger l'histoire de responsabilités civiques et morales auxquelles elle n'a jamais pu répondre. Non seulement ces appels incantatoires ne servent à rien, mais ils nourrissent la défiance envers un savoir tellement descendant et insensible aux appropriations hétérodoxes qu'il est vite ressenti comme une « vulgate » ou une « histoire officielle » dont les labels d'« objectivité » ou de « neutralité » apparaissent pour ce qu'ils sont : des simulacres et des outils politiques. Dès lors, comment s'étonner que le conspirationnisme et les légendes les plus infondées

puissent apparaître comme des récits crédibles, des refuges voire des lieux de résistance ? La mise en ordre morale et civique de l'histoire risque enfin de marginaliser ou même de criminaliser d'anciennes pratiques populaires. Dénoncées comme autant de troubles à l'ordre public, beaucoup de références au passé utilisées lors du mouvement des Gilets jaunes comme les pendants d'effigies d'Emmanuel Macron ou le décrochage de portraits officiels du président, ne faisaient pourtant que reprendre de très vieilles habitudes visant à critiquer le pouvoir. Agir en historien dans ce contexte ne consiste donc certainement pas à dépister les bons ou mauvais usages républicains du passé, ni à distribuer des labels de citoyenneté. Le meilleur service que les historiens peuvent aujourd'hui rendre à la démocratie, c'est plutôt de donner les outils pour la faire vivre comme un espace critique.

À rebours de la mobilisation générale de la recherche et de l'enseignement de l'histoire, comment faire de celle-ci un outil d'émancipation ? Il faut arrimer l'histoire savante au monde social et assumer son ambivalence fondatrice. L'histoire ne doit pas avoir peur de son

caractère hybride et profane : ce qui définit la bonne histoire, ce n'est ni un titre ni l'appartenance à un corps de métier, ce n'est pas l'application d'une théorie, mais le respect d'une méthode de travail qui, peu ou prou, fait l'objet d'un consensus depuis la fin du XIX^e siècle. Une méthode reposant sur la critique des sources, l'apport de preuves et la visée de vérité. Une méthode qui, en somme, définit l'histoire comme science. Il faut être clair sur ce point. S'il y a de la fiction dans l'histoire et si l'histoire gagne à frayer avec la fiction, l'histoire scientifique n'est pas une fiction. Et pourtant, l'histoire est une science profondément sociale : « [l]e bon historien, lui, ressemble à l'ogre de la légende. Là où il flaire de la chair humaine, il sait que là est son gibier », écrivait Marc Bloch. À ceci près que l'historien ne peut précisément plus se comporter comme un cannibale ou un prédateur en territoire conquis. Mais la frontière est mince : s'il est temps pour les sciences sociales d'atterrir, comme y invite le sociologue Bruno Latour dans *Où atterrir ?* (2017), elles ne doivent pas non plus se mettre au service des demandes identitaires même au prétexte qu'elles émaneraient

des minorités opprimées : si la remontée actuelle de la colère décoloniale ébranle légitimement les récits eurocentrés, l'essentialisation et les réécritures à laquelle ses excès aboutissent parfois doivent être soumises comme les autres à la critique historienne. Est-il impossible de faire l'histoire du racisme si l'on est soi-même défini comme blanc ? Toutes les formes de discrimination actuelles visant les populations racisées sont-elles une forme de colonialisme intérieur ? À condition d'être prudente et réflexive, l'histoire doit refuser chacune de ces deux propositions, d'ailleurs fondées sur une surestimation des pouvoirs de l'histoire. Or l'histoire n'est là que pour remettre le passé en jeu dans le monde social. Elle peut au mieux le réactiver, le mettre en tension avec le présent et non le réparer.

Par ailleurs, cette histoire est bien « ce que font les historiens » selon la formule d'Antoine Prost dans *Douze leçons sur l'histoire* (1996) : affirmer que l'histoire est une science, c'est défendre une conception à la fois ouverte et exigeante de l'histoire. Devenir « historienne » ou « historien » suppose d'acquérir préalablement les connaissances et la méthode nécessaires

**Or l'histoire n'est là que
pour remettre le passé
en jeu dans le monde
social. Elle peut
au mieux le réactiver,**

**le mettre en tension
avec le présent et non
le réparer.**

à l'analyse des situations, ainsi que de pouvoir y passer du temps en toute indépendance : il est donc à la fois vrai et faux de dire que tout le monde peut effectivement faire une histoire de même qualité ou être qualifié d'« historien ». Il faut tenir à cette exigence : elle seule permet que l'histoire scientifique diffère en général de n'importe quelle autre forme d'histoire.

Une différence de degré, mais non de nature. Cette nuance de mots n'est pas un détail. Elle engage une importante redéfinition de l'histoire. Une redéfinition qui doit permettre à l'histoire d'exercer son rôle d'autant plus efficacement qu'elle aura une vision claire de la nature des liens quotidiens qu'elle entretient avec le monde social. Or il est erroné de croire que l'histoire sera d'autant plus forte et « scientifique » qu'elle se coupera du monde. La profonde redéfinition de la place de l'histoire dans la société implique une redéfinition de l'histoire comme discipline.

« L'histoire a changé de lieux », comme l'a noté l'anthropologue Daniel Fabre : reconnaissons à l'histoire qui se fait dans les rues et à celle qui se pratique dans les laboratoires le même nom d'histoire et

la même dignité, même si elles sont de qualités inégales et qu'elles ne visent pas le même objectif. C'est d'autant moins difficile que la distinction entre « Histoire » et « histoire », ne repose sur aucun fondement indiscutable. Beaucoup de mots supposés établir la différence essentielle de l'histoire scientifique sont non seulement très récents et imprécis, mais ils affaiblissent la science en l'éloignant du monde social. Ils ne font qu'aggraver son isolement. Présentée comme évidente, la différenciation entre l'« histoire » et la « mémoire » ne date par exemple que du début du xx^e siècle. Englobées dans la catégorie de la « mémoire », étudiée par Maurice Halbwachs dans *Les Cadres sociaux de la mémoire* (1925), les formes non savantes de la fabrique du passé accédèrent alors certes au rang d'objet d'étude, mais se voyaient nier toute capacité à produire du savoir. À partir des années 1970, comme l'a montré Christian Delacroix (« Demande sociale et histoire du temps présent », *Espaces Temps*, 2004), un nouveau lexique s'imposa ensuite pour qualifier – et contenir – la prolifération des formes populaires d'histoire qui apparaissaient comme autant de menaces. « Mémoire

collective », « représentations », « usages du passé », « demande sociale » ou « rôle social » de l'histoire : ces mots sont autant de collets posés par les historiens pour capturer les usages profanes de l'histoire.

Pourtant la différence de nature entre l'histoire et la « mémoire » est loin d'être assurée. Les travaux de Jean-Clément Martin sur les guerres de Vendée démontrent que la mémoire est non seulement le carburant, mais aussi le produit de l'opération historique. Parti à la recherche du point de divergence dans mon livre *Le Bain de l'histoire* (2009) à partir de l'exemple de l'assassinat de Marat (1793), je n'ai pu observer la moindre trace d'une différence absolue entre l'histoire scientifique et ce qu'il faut bien appeler les autres formes d'histoire.

Dans le roman *Les Onze* de Pierre Michon (2009), le narrateur ironise avec justesse sur « ces historiens, et à leur suite le peuple lettré qui les lit, et plus bas encore le peuple en sabots qui en entend vaguement parler ». L'histoire ne se diffuse pas depuis le haut de la société, comme par effet de ruissellement, perdant de sa pureté au fur et à mesure que la connaissance serait filtrée par les usages sociaux.

C'est toute la société qui fabrique du passé. Dans cette construction collective, les savants et leur outillage défendent une conception exigeante de l'histoire, mais minoritaire et faillible.

Alors que l'anglais et l'allemand différencient clairement l'histoire comme science (« *history* » et « *Historie* ») de l'histoire comme événement ou récit de fiction (« *story* » et « *Geschichte* »), la langue française n'a qu'un seul mot à offrir : l'« histoire ». Au lieu de continuer à le déplorer, voyons cette ambiguïté comme une chance, mais aussi comme un rappel à l'ordre. Définir trop strictement l'histoire scientifique, la séparer hermétiquement des mondes profanes, c'est en effet la dénaturer, au moment même où l'ensemble de la profession convient que la connaissance scientifique du passé s'abreuve de la vie, du genre, de la classe sociale, des opinions politiques et de l'historicité de celles et ceux qui l'écrivent. Distinguer absolument l'histoire scientifique des autres formes d'histoire, c'est aussi en limiter le champ d'action, la couper du monde, l'accaparer et, inévitablement, l'affaiblir. L'histoire comme science sera d'autant plus contestée qu'elle sera

tenue comme un privilège. « Sommes-nous une jurande de l'ancien temps pour codifier les tâches permises aux gens du métier et, sans doute la liste une fois close, en réserver l'exercice à nos maîtres patentés ? » demandait Marc Bloch, dénonçant le repli des élites historiennes comme une des causes de l'effondrement de 1940.

L'histoire scientifique n'a pas besoin d'une majuscule, mais d'une méthode. C'est peu et beaucoup à la fois. C'est à cette condition que l'histoire peut jouer son rôle comme art démocratique. Or il n'est pas là question que de mots, mais d'engagement plein et concret dans la vie.

Politique et publique, par définition

Par peur de ce qui arrive, par simple habitude aussi ou par malentendu sur ce qu'est l'histoire scientifique, une partie des historiens se replie sur ce qu'ils estiment être le cœur du métier. Avec plus ou moins de méfiance ou de mépris, ils observent les formes populaires d'histoire au mieux comme des objets d'étude ou de curiosité, au pire comme des menaces dont il faudrait se protéger. Ce repli n'est pas nouveau : le mythe selon lequel l'histoire serait vraiment scientifique en se tenant au-dessus du monde ressurgit à chaque période de crise. Comme les autres sciences sociales, l'histoire se voit d'ailleurs de plus en plus soumise aux impératifs d'objectivité, de réserve ou de neutralité, sous peine d'être accusée d'« idéologie » voire d'antipatriotisme. Fabriquée pendant la Guerre froide par les intellectuels libéraux pour discréditer l'histoire marxiste, l'idée selon laquelle toute bonne histoire devrait être « objective » ou « neutre » s'est aujourd'hui

imposée comme un lieu commun. Une idée qui ferait bien rire les Pères fondateurs de la discipline, ceux-là mêmes qui sont souvent pourtant cités au secours de ces rappels à l'ordre. Charles Seignobos lui-même ne voyait-il pas l'histoire comme un « procédé de connaissance » plutôt que comme une science ?

Ce nouveau positivisme ne peut renforcer l'histoire. Il risque d'en faire une science morte. Le laboratoire d'histoire n'est pas à l'abri de devenir un « musée d'antiquailles », comme le redoutait Marc Bloch en 1940. Qu'on ne s'y trompe pas : si elle préfère les débats de chapelle à la critique du monde social, non seulement la science historique renie ses propres principes, mais elle est condamnée à mort. Isolée, elle continuera ainsi d'alimenter la défiance envers les intellectuels. Privée de sa matière vivante, cette histoire se condamne aussi à n'être qu'un savoir hors sol, incapable de renouveler les questions qu'elle pose au passé, ou ne renvoyant de celui-ci que la projection par définition limitée du cadre d'expérience des savants. Instrumentalisée à des fins nationalistes ou inspirant de plus honnêtes débats, la défiance parfois rencontrée par le gros

succès éditorial de *L'Histoire mondiale de la France* (2017), rédigée par des spécialistes – dont je fais partie – bien installés et exposés médiatiquement, a aussi révélé le fossé qui s'est creusé entre une partie du public d'histoire et le monde savant, vu comme un petit monde à la fois fermé et hypermondialisé, éloigné de l'histoire vécue des gens ordinaires. Malheureusement, ce reproche n'est pas toujours infondé : réfléchissant trop peu sur les biais d'écriture issus de leur propre condition d'élites intellectuelles et de classes aisées, ne consacrant que très peu de temps au partage de leur savoir de manière désintéressée, parfois imbus d'un esprit de mission voire d'une certaine arrogance, nombre d'historiens ont eux-mêmes accredité l'idée selon laquelle ils écriraient une histoire sans le peuple, par-dessus le peuple et même contre le peuple. Exceptionnel par sa durée, le mouvement des Gilets Jaunes commencé en 2018 a rappelé les historiens à l'ordre du jour. Contre le mépris ou la méfiance adoptés par les uns, de nombreux autres jouèrent plutôt bien leur rôle en compagnie de politistes ou de sociologues lancés avec eux sur le terrain.

Il est vrai qu'on ne fait pas de l'histoire innocemment. Qu'elle le veuille ou non, l'histoire se fera toujours rattraper par son arrimage au présent et par sa dimension politique : l'histoire qui se dit scientifique parce qu'elle est neutre et sourde au bruit du monde est généralement une histoire conservatrice qui se dissimule sous une fausse définition de la science, ou une histoire qui tourne à vide. Le problème de cette histoire, c'est qu'au nom de la science, elle dissimule ses couleurs, et qu'elle nie les principes de transparence et de réflexivité qui fondent la méthode historienne. Or ce sont ces principes qui permettent aux historiens de révéler leur point de vue – quel qu'il soit –, d'en exploiter toutes les ressources, mais aussi de jouer avec ses limites. Ce sont aussi eux qui, de ce fait, permettent à leur public de s'approprier leur parole et, finalité ultime, de s'en détacher. Mais si toute histoire porte par définition une dimension politique, l'orientation politique de l'histoire n'en détermine pas forcément la qualité : dans *L'Histoire comme émancipation* (2019), Laurence De Cock, Mathilde Larrère et moi-même rappelons qu'une histoire vraiment émancipatrice doit tourner le dos

à toutes les sortes de romans nationaux, qu'ils soient de droite ou de gauche.

Par nature politique, l'histoire est également publique par définition. Or elle prend tout son sens et son utilité lorsque les historiens assument d'exercer leur fonction sociale : en intervenant dans le travail que font quotidiennement leurs contemporains sur le passé, ils peuvent devenir des passeurs d'autant plus efficaces qu'ils se présenteront comme de modestes praticiens. C'est ce qu'ont voulu tenter les historiens de la *workshop history* (« ateliers d'histoire ») ou, en Allemagne, de l'*Alltagsgeschichte* (« histoire du quotidien ») à partir des années 1960 en réunissant des historiens scientifiques et des « amateurs » autour d'idées simples : dialoguer ensemble, réancrer l'histoire à l'échelle vécue des quartiers ou des villages, permettre aux opprimés de se réapproprier l'histoire et de porter celle-ci sur la place publique. Depuis, l'« histoire publique » s'est développée et même institutionnalisée dans le monde entier en prenant des formes différentes. C'est une chance et un risque à la fois : celui d'introduire une nouvelle distinction entre recherche fondamentale et une histoire

qui ne serait qu'« appliquée », voire de soumettre la première aux intérêts de la seconde.

Mais pour que cette histoire « prenne », il faudrait qu'elle rompe avec l'exercice de style ou des déclarations d'intention dont l'historiographie regorge. Passant l'essentiel de leur temps dans les bibliothèques ou les salles d'archives, les historiens aiment pourtant se comparer à des bricoleurs ou à des artisans travaillant depuis l'atelier, voire à de simples chiffonniers. Il y a là comme une contradiction, voire une forme d'appropriation. Combien a-t-on vu de tribunes et autres manifestes pour une histoire indisciplinée, engagée, ouverte, populaire, décentrée, collective, inquiète ou au ras du sol qui, en réalité, ressemblaient davantage à une simple rhétorique, ne faisant qu'étendre un peu plus l'emprise et le prestige des savants ? S'ils veulent donner à l'histoire la place qu'elle peut prendre dans la vie commune, les historiens doivent éviter de se conduire en maîtres à penser, spécialistes de tout, en tribunitiens ou en directeurs de conscience. Ils devraient aussi éviter de sacrifier à la dévotion très française envers le « grand historien », avatar

contemporain du « grand homme » qui, depuis les Lumières, entretient le mythe de l'historien-prophète et instituteur de la nation – ainsi que la domination masculine au sein de la profession.

Mais pour partager l'histoire, il ne suffit pas de diffuser la recherche telle quelle ni de mettre le savoir à libre disposition, comme s'il s'imprimait par magie dans les esprits sans avoir besoin d'être transmis, expliqué ni adapté. Les récentes enquêtes sur les manières dont les enfants et adolescents s'approprient l'histoire, menées sous la direction de Françoise Lantheaume et de Jocelyn Létourneau (*Le Récit du commun*, 2016), montrent l'influence des « mondes profanes » dans la constitution des imaginaires historiques : les récits familiaux, la télévision, les jeux vidéo. Ce sont tous ces espaces qu'il faut investir.

Croire dans les capacités émancipatrices de l'histoire, la mettre en partage, suppose donc de prendre une part active à sa transmission – mais encore faudrait-il que les politiques de recherche publique valorisent cette mission à la hauteur de son importance sociale. Pour cela, il faut que les historiens soient davantage invités à sortir de leurs laboratoires, des archives

et des bibliothèques et puissent faire de la vie sociale leur terrain d'enquête et de jeu. Car faire une histoire qui soit véritablement, et nécessairement, selon les mots de Benedetto Croce « contemporaine », c'est aussi éprouver concrètement les formes de présence du passé, partout où elles affleurent, y compris dans leurs formes sensibles et quotidiennes. Marc Bloch affirmait ainsi que pour l'historien des campagnes, « de bons yeux pour contempler la forme des champs ne sont pas moins indispensables qu'une certaine aptitude à déchiffrer de vieux grimoires ». Vu comme un spécialiste du passé, l'historien enquête avant tout depuis et sur le présent.

Dès lors, est-il possible de comprendre les femmes et les hommes ordinaires du passé lorsque l'on ne fait jamais l'expérience concrète des manières dont les femmes et les hommes ordinaires d'aujourd'hui s'approprient l'histoire ? Peu mis en avant par les mondes médiatiques, académiques et éditoriaux, de nombreuses historiennes et historiens accomplissent un travail de terrain aussi discret, chronophage et peu spectaculaire que fondamental : en tissant des liens entre le monde

**Vu comme
un spécialiste du passé,
l'historien enquête
avant tout depuis
et sur le présent.**

savant et le monde social, entre le passé et le présent, ils jouent pleinement leur rôle de passeurs. Chercher autour de soi la bonne tension qui saura révéler la vibration des temps historiques. Prendre activement part au bain commun de l'histoire, tout en suivant la ligne d'eau. Voilà à quoi peut ressembler l'histoire d'aujourd'hui : une histoire à temps pleins.

Pratiquer ainsi l'histoire suppose de trouver le meilleur compromis entre l'engagement et la nécessaire distanciation. Ce qui suppose d'alterner entre les moments d'intervention, nécessaires au travail de vigilance, comme le font les membres du Comité de vigilance face aux usages publics de l'histoire (CVUH), fondé en 2005, et les périodes de retrait consistant à résister aux cadences du capitalisme et à l'effet d'entraînement du quotidien. En d'autres termes, il faut aussi savoir appuyer sur le frein. En faisant l'éloge de la lenteur dans *The Slow Professor* (2016), Maggie Berg et Barbara K. Seeber proposent de lutter contre la culture de la vitesse qui empêche la recherche de s'émanciper de la concurrence et de la productivité. Enquêter, écrire et transmettre une histoire de qualité prend du

temps. Un temps de qualité qui ouvre la possibilité de trouver autre chose que ce que l'on cherchait. Une pause qui permette de trouver la bonne distance, celle qui évite autant les analogies ou les connivences avec le présent que l'exotisme ou le passéisme les plus gratuits. Un temps humain qui puisse « remettre la vie familiale, sociale et créative au cœur même de l'économie du savoir », comme y invite Julien Lefort-Favreau, car c'est elle qui nous donnera les meilleurs outils pour comprendre la vie des passés ordinaires. Ce qui implique de faire un écart vis-à-vis du temps qui gouverne vraiment : celui de l'économie, poussant les laboratoires à privilégier l'utile à l'alternatif, les historiens à multiplier les publications sans autre intérêt extérieur au monde académique et les éditeurs à ne publier que les valeurs sûres.

Pour y arriver, on peut s'inspirer des nombreuses références au passé qui prospèrent en dehors des mondes savants. Fondées sur l'analogie et l'anachronisme, ce qu'elles nous apprennent est pourtant précieux. En réintégrant dans le fil du temps les discontinuités et les événements laissés sans suite, ces reprises invitent à

défataliser les récits les plus fermés. Rien n'est donc joué d'avance et l'histoire a son rôle à jouer dans cette prise de conscience, comme le montrent Quentin Deluermoz et Pierre Singaravelou dans *Pour une histoire des possibles* (2016). Ce qu'enseigne cette histoire, c'est que notre présent n'est ni moins obscur ni moins riche d'avenirs qu'il ne l'a été par le passé. Aux historiens d'en révéler les contours, non pour le seul plaisir intellectuel, ni pour simplement permettre aux simples citoyens d'être « capable[s] de prendre part à la vie sociale », comme le disait Charles Seignobos il y a plus d'un siècle, mais de leur donner les moyens d'agir et, avec eux, de rouvrir le temps.

En 1940, c'est avec ces mots que Marc Bloch invitait ses jeunes collègues à méditer sur les défaites de l'histoire face au fascisme : « J'aimerais que, parmi les historiens de profession, les jeunes, en particulier, s'habituaient à réfléchir sur ces hésitations, ces perpétuels “repen-tirs” de notre métier. Ce sera pour eux la plus sûre manière de se préparer, par un choix délibéré, à conduire raisonnablement leur effort. Je souhaiterais surtout les voir venir, de plus en plus nombreux,

à cette histoire à la fois élargie et poussée en profondeur, dont nous sommes plusieurs nous-mêmes, chaque jour moins rares – à concevoir le dessein ». Vingt et un ans plus tôt, après la Première Guerre mondiale, Lucien Febvre avait pourtant sonné l'alerte devant les étudiants de Strasbourg : « Il faut que dans l'immense chantier du monde renaissant [...] vous ne remettiez pas à une vieille routine le soin de donner une place à l'histoire ». Face aux nuages qui s'épaississent, la responsabilité des historiens d'aujourd'hui consiste à ne pas se payer de mots : nous ne sommes ni en 1940, ni en 1919, ni dans les années 1930, pas plus que la fin du monde ou le fascisme ne sont des fatalités. Mais pour donner une chance à l'histoire dans le travail d'émancipation collective qui permettra, peut-être, de forger des futurs heureux, pour défendre l'utilité sociale de la science aussi, il faut que ces historiens acceptent de prendre part à l'histoire commune. Et partager avec leurs contemporains ce qu'ils devraient mieux savoir que quiconque : qu'il y a toujours des raisons d'espérer.



Table des matières

Le triomphe de l'histoire ?.....	7
Un passé sans histoire	15
Fin de l'histoire, fin du monde et fin du mois	24
Le poison identitaire.....	40
Quand les peuples s'approprient l'histoire	51
L'histoire et son grand « h » minuscule	72
Politique et publique, par définition.....	87

Dans la même collection

Ludivine Bantigny

Révolution

Déborah Cohen

Peuple

Laurence De Cock

École

Samuel Hayat

Démocratie

Direction éditoriale
Chloé Pathé

Direction artistique
Monika Jakopetrevska

Achevé d'imprimer en janvier 2020 sur les presses
de l'imprimerie Corlet, à Condé-sur-Noireau, pour le compte
des éditions Anamosa, 12, rue de Cotte, 75012 Paris.

www.anamosa.fr

Dépôt légal : février 2020
ISBN : 979-10-95772-81-1
ISSN : 2678-3274